

## Au sénat, une mission sur le fiasco de l'aéroport

**BRAS DE FER.** Alors que le projet de modernisation de Nantes Atlantique repart à zéro, la sénatrice nantaise Laurence Garnier (LR) veut faire la lumière sur les dysfonctionnements qui ont conduit le dossier dans l'impasse.

**O**n se croirait dans une mauvaise comédie type « Les sous-doués aménagent le territoire. » C'est par ces mots acerbes que l'association des « Ailes pour l'ouest » a réclamé l'ouverture d'une enquête parlementaire pour faire la lumière « sur le fiasco et les éventuelles responsabilités des différents acteurs » intervenant dans le dossier de l'aéroport de Nantes. Le renouvellement du contrat de concession de Nantes Atlantique, et la modernisation de l'équipement, sont une fois de plus dans l'impasse. L'État vient d'annuler l'appel d'offres relatif à ce chantier, arguant de « l'insuffisance de concurrence ».

### La mission est « un moyen de mettre la pression sur le gouvernement »

À défaut d'une enquête parlementaire, la sénatrice Laurence Garnier (Les Républicains), élue d'opposition nantaise, a obtenu hier « la mise en place rapide d'une mission d'information sénatoriale visant à identifier les dysfonctionnements qui ont



L'État a promis de relancer l'appel d'offres relatif au contrat de concession et à la modernisation de Nantes Atlantique avant la fin de l'année.

Photo archives Presse Océan-Romain Boulangier

conduit à l'abandon du projet de réaménagement de la plateforme de Nantes Atlantique tel que prévu dans le contrat d'avenir pour les Pays de la Loire signé en 2019».

La mission d'information, dont Laurence Garnier souhaite faire partie, est composée de 23 sénateurs représentatifs des forces en présence au sein du Palais du Luxembourg, et aura la possibilité de « mener de multiples auditions », notamment

de représentants de la Direction générale de l'aviation civile.

Cette mission, énonce Laurence Garnier, est un « moyen de mettre la pression sur le gouvernement et de mettre au jour les différents errements qui ont conduit ce projet dans l'impasse, afin d'éviter de nouveaux blocages par la suite ». Et la sénatrice LR de poursuivre : « Moi, je souhaite que les choses avancent. Or, pour le moment, à part le fait

que l'État gagne du temps et qu'il en fasse perdre aux élus et aux acteurs économiques du territoire, je n'ai pas vu grand-chose ».

### L'idée d'une « enquête » a titillé des parlementaires

L'idée de la création d'une commission d'enquête, aux répercussions plus importantes, a dérangé plusieurs parlementaires de Loire-Atlantique. « La demande est légitime, vu les zigzags

Macron-Philippe Borne sur le sujet, remarque Matthias Tavel, député Insoumis de la 8e circonscription et conseiller régional. Pour autant, chaque groupe d'opposition ne peut obtenir qu'une commission d'enquête par an et nous préférons privilégier d'autres options ».

« C'est une proposition intéressante face au tour de passe-passe entre les différents gouvernements », abonde Andy Kerbrat, député de la 2<sup>e</sup> circonscription. Malheureusement, le sujet reste cantonné sur une seule localité et je comprends que mon groupe préfère porter des sujets qui concernent plus grand nombre ».

La sénatrice PS Karine Daniel estime que « l'urgence est que les travaux puissent démarrer, en prenant prioritairement en compte les questions de santé publique pour les riverains » mais note : « Après cet échec, les collectivités et partenaires doivent être mieux associés aux décisions de l'État qui définitivement n'est pas opérant dans ce dossier ».

Yan Gauchard